

L'ECONOMISTE



CAMPUS



Zoom sur les nouveautés
de la rentrée universitaire

Pages IV - XII & XIII



Post-bac

Etudier dans le privé, qu'est-ce que ça coûte?

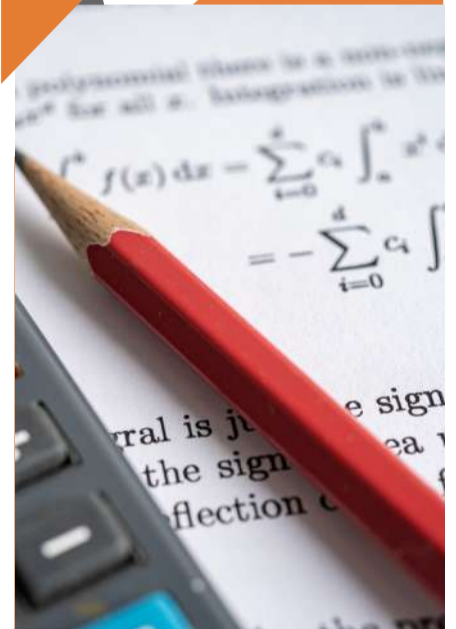
Pages XIV & XV

Pages II & III



Orientation
Pourquoi ça coince
toujours?

Page XVI



Economie, gestion,
finance: Les maths,
indispensables!

Alternance Officiellement dans les programmes des grandes écoles

Pages VI à IX





Orientation post-bac: Pourquoi

■ Manque de conseillers, sous-information, pression sociale...

Les freins

■ Soutien financier, observatoire national, sensibilisation... Ce que peut apporter l'Etat

■ Les solutions pour éviter les erreurs de parcours

PRESQUE 60% des étudiants marocains de cycle licence abandonnent leur cursus sans obtenir aucun diplôme. La faute, entre autres, à une mauvaise orientation scolaire au lycée, et à un réel manque d'informations sur le diplôme visé ou les disciplines étudiées. Un problème devenu aujourd'hui une préoccupation majeure pour ces élèves et leurs familles, et contre lequel des mesures proactives peuvent être prises. Ces erreurs de parcours, qui apparaissent



Les erreurs de parcours sont bien souvent causées par un manque d'orientation. Submergés par une pléthore d'informations, les jeunes bacheliers se retrouvent perdus (Ph. Privée)

le plus souvent dès la première année, sont avant tout causées par un manque de ressources en orientation. «Le problème de l'orientation post-bac au Maroc persiste en partie à cause d'un manque d'infrastructures adéquates et de ressources humaines spécialisées. Les conseillers en orientation sont souvent en nombre insuffisant, et leur formation ne correspond pas toujours aux

besoins actuels du marché du travail», indique à ce sujet Youssef El Hammal, directeur d'YM Africa, centre spécialisé en orientation des étudiants. Autre raison qui rend la problématique difficile à surmonter, la persistance d'un système éducatif axé avant tout sur la théorie. «Le système éducatif marocain est souvent critiqué pour son manque de flexibilité et son orientation théorique plutôt que pratique. En effet, les programmes scolaires sont parfois déconnectés des réalités du marché du travail et des attentes des étudiants, ce qui crée un décalage et complique l'identification des parcours adaptés aux intérêts et compétences des bacheliers», confie Youssef Rharib, consultant en orientation scolaire et professionnelle, fondateur et DG du centre d'orientation Bridge to Study.



Youssef El Hammal, directeur d'YM Africa, centre spécialisé en orientation des étudiants et en accompagnement d'études à l'étranger: «Le problème de l'orientation post-bac au Maroc persiste en partie à cause d'un manque d'infrastructures adéquates, et de ressources humaines spécialisées» (Ph. Privée)

fois centralisées et accessibles aux étudiants», complète sur ce point Rharib. La pression sociale entraîne par ailleurs bien souvent des choix d'orientation par défaut, alors que ces derniers devraient avant tout reposer sur les centres d'intérêts et les capacités des élèves. «La pression sociale et les attentes culturelles jouent un rôle crucial dans le processus. En effet, les choix de carrière des bacheliers marocains sont souvent influencés, voire même forcés, par les attentes familiales et sociales, ce qui peut limiter l'exploration des intérêts individuels des étudiants».

Des centres spécialisés

Pour limiter ces erreurs de parcours et remédier à ce problème récurrent, il s'avère impératif de mettre en place une stratégie nationale intégrée.

Celle-ci doit inclure en premier lieu de former des conseillers en orientation et de multiplier leur nombre dans l'ensemble des établissements scolaires. «Il faut augmenter le nombre de conseillers d'orientation spécialisés au sein des écoles pour réduire le ratio conseiller-étudiants, tout en leur offrant des programmes de formation continue, afin de les tenir informés des dernières tendances du marché du travail et des méthodes d'accompagnement

Anticiper les tendances du marché

PAR ailleurs, la création d'un observatoire national dédié à l'emploi et aux compétences contribuerait à une meilleure anticipation des évolutions du marché du travail et à une orientation plus «proactive» et adaptée. «Ce projet d'observatoire est laissé de côté depuis plusieurs années malgré toutes les annonces qui ont été faites à son sujet», tient à souligner El Hammal. Enfin, la sensibilisation ne doit pas être oubliée. «L'Etat devrait initier des campagnes nationales de sensibilisation pour pouvoir informer familles et étudiants sur l'importance de l'orientation et les ressources disponibles», conclut Rharib. □

Inscriptions Ouvertes

Gestion et administration
Technologies et ingénierie

Bac+3

Bac+5

+ 1 000 BOURSES
POUR NOUVEAUX INSCRITS

CASABLANCA | RABAT
MARRAKECH | TANGER



HEM Business and Engineering School

Membre de LCI Education

ça coince toujours?



Youssef Rharib, consultant en orientation scolaire et professionnelle, fondateur et DG du centre d'orientation Bridge to Study: «La pression sociale et les attentes culturelles jouent un rôle crucial dans le processus d'orientation de nos bacheliers» (Ph. Privée)

les plus récentes», insiste Rharib. Autre solution stratégique à mettre en œuvre dans les mois et les années à venir, utiliser l'outil numérique afin de pouvoir rendre l'information disponible. «Le développement de plateformes numériques et interactives pourrait fournir aux étudiants des informations actua-

Et du côté de l'étudiant?

- **Auto-évaluation et développement personnel:** Identifier ses intérêts et ses passions. Des tests d'intérêts professionnels en ligne peuvent aider
- **Explorer les différentes filières et carrières:** Faire des recherches sur les différentes options de filières et de carrières, en utilisant les ressources en ligne, livres et articles pour en savoir plus sur les professions susceptibles de l'intéresser
- **Participer à des journées portes ouvertes et aux salons de l'étudiant:** Un moyen de rencontrer des représentations d'universités et de professions
- **Etablir des objectifs clairs:** Se fixer des objectifs éducatifs et professionnels pour rester concentré et motivé
- **Elaborer un plan d'action:** Créer un plan détaillé pour atteindre ces objectifs, en incluant des étapes spécifiques et des délais
- **Suivre les tendances du marché de l'emploi:** Lire des rapports et des articles sur les tendances pour comprendre quelles compétences sont les plus demandées
- **Adhérer à des groupes et des forums:** Etudiants et professionnels y discutent de leurs expériences et partagent leurs conseils. □

lisées sur les filières ainsi que sur les métiers», souligne El Hammal. Enfin, il faudrait, selon les experts du domaine, s'atteler à créer des institutions spécialisées. «L'Etat doit établir des centres d'orientation régionaux, travaillant en étroite collaboration avec les écoles, les universités et les entreprises pour pouvoir offrir aux étudiants des services d'orientation complets», suggère Youssef Rharib.

Objectif: permettre à ces jeunes d'opérer des choix éducatifs et professionnels éclairés tout en contribuant de manière optimale à l'économie nationale. Autre levier à activer, celui du soutien financier. «Il faudrait allouer des fonds spécifiques au développement des services d'orientation au sein des écoles et des universités, et offrir des incitations fiscales aux entreprises participant activement à des programmes d'orientation et de formation des jeunes». □

Karim AGOUMI



INTERNATIONAL PROGRAM
IN MANAGEMENT
IPM

CONCOURS
D'ACCÈS

12

JUILLET

INSCRIPTIONS
OUVERTES



SCANNEZ POUR
PLUS D'INFOS











Réforme universitaire: Acte II

■ Après la licence et le doctorat, révision du master, avec une nouvelle offre de formation

■ Les grandes écoles de commerce et d'ingénieurs aussi revoient leurs contenus

■ Plusieurs nouveautés pour la rentrée

LE défi de l'excellence dans les facultés publiques sera-t-il remporté? C'est en tout cas l'ambition du ministère de l'Enseignement supérieur, qui se prépare à lancer la deuxième partie de la réforme pédagogique.

Après la licence et le doctorat en 2023-2024, c'est au tour du master d'être revu, dès cette rentrée 2024-2025. Le cahier de normes péda-



Mobilités étudiantes, e-learning, filières renouvelées... Plusieurs nouveautés attendent les étudiants à la rentrée

giques du diplôme a été révisé, afin d'y introduire une plus grande part

de langues et de soft skills. L'offre de filières de ce cycle a été entièrement renouvelée.

Les établissements à accès régulé, dont notamment les grandes écoles de commerce (ENCG) et d'ingénieurs, entament également leur réforme pédagogique cette année. Ces établissements proposeront eux aussi des programmes avec une part en langues et soft skills renforcée. Ils adopteront, en outre, pour la première fois, le sys-

tème des crédits. D'autres nouveautés sont prévues, dont l'intégration de la formation par alternance entre écoles et entreprises (voir aussi pages VI, VIII et IX). Jusque-là embryonnaire, ce modèle est désormais dans le cahier de normes des écoles. Des négociations sont en cours avec des entreprises pour le lancement de cursus alternés dès la prochaine rentrée. Les grandes écoles pourront, par ailleurs, dispenser des modules en mode distanciel. Pas encore de diplôme à 100% en ligne, mais la part du e-learning a été augmentée. Le réseau des écoles d'ingénieurs, de son côté, prépare un projet d'école d'ingénieurs virtuelle.

Les établissements à accès sélectif organiseront aussi des mobilités nationales pour leurs étudiants. Au niveau des ENCG, une grande première, à savoir des diplômes intermédiaires (bac+2 et bac+3), afin de faciliter la réorientation des étudiants, et leur ouvrir des passerelles avec d'autres établissements. Les ENCG prévoient même de proposer des MBA.

Les écoles s'engagent également à multiplier les doubles diplômes et les échanges d'étudiants à l'international, ainsi que les hackathons et les activités para-universitaires. □

Ahlam NAZIH

IGA
INSTITUT SUPÉRIEUR
DU GÉNIE APPLIQUÉ

BUSINESS SCHOOL
INGÉNIEUR D'ÉTAT

81 BY IGA

#Bghit nkoun IGAiste

Bghit nkoun Manager - Ingénieur ...

École reconnue par l'État
Groupe IGA
École d'Ingénieurs
Business School

www.iga.ac.ma

+20 000 de diplômés

Le pont vers l'entreprise

IGA-campus Belvédère Tél: +212 522 24 06 05 / 42 inscription.bel@iga.ac.ma
IGA-campus Maârif Tél: +212 522 23 72 91 / 94 inscription.mrf@iga.ac.ma
IGA-campus 2 Mars Tél: +212 522 26 33 23 / 37 inscription.mrs@iga.ac.ma

Posez-nous votre question ?

Les centres d'excellence renforcés



LANCÉS l'année dernière, les centres d'excellence, créés à l'intérieur des facultés publiques, sont accessibles pour les bac+2, moyennant une sélection. Ils visent à améliorer l'attractivité des facultés. Près de 63 «Tamayouz Centers» ont ainsi été ouverts en septembre 2023, avec une capacité de 18.370 places pédagogiques, et une offre de 113 filières, toutes disciplines confondues. Dès la prochaine rentrée, de nouveaux centres verront le jour. Le nombre de filières sera également renforcé, et des ressources supplémentaires seront octroyées.

A terme, le ministère ambitionne de transformer ces centres en grandes écoles et instituts, spécialisés dans différents domaines. Certains centres prennent déjà le nom «d'école». C'est le cas de Agdal Business School à l'université de Rabat, et Tafilalet Business School à celle de Meknès. □



UNIVERSITÉ MOHAMMED VI
DES SCIENCES ET DE LA SANTÉ
UM6SS

Former et enseigner
l'excellence

um6ss.ma

CONCOURS D'ACCÈS

Médecine Francophone et Anglophone
Médecine Dentaire
Pharmacie

Année universitaire
2024 - 2025

Inscrivez-vous
et façonnez votre
futur en santé

Samedi 20 Juillet 2024
à 10h00

Rabat et Casablanca



Scannez le QR code
pour vous inscrire.

www.bit.ly/ConcoursUM6SS



Les grandes écoles se lancent dans la formation par alternance

■ Mais son succès sera tributaire de l'engagement des entreprises

■ Des conventions en cours de négociation avec de grands groupes

ENCG et grandes écoles d'ingénieurs publiques se mettent enfin à la formation par alternance. Le dispositif a été officiellement introduit dans leurs nouveaux cahiers de normes pédagogiques, récemment validés par la Commission nationale de coordination de l'enseignement supérieur (CNACES), et qui rentrent en vigueur à la rentrée de septembre.

Ce type de formation est de mise à l'international depuis des décennies, voire depuis plus d'un siècle dans certains pays, comme en Allemagne, aujourd'hui citée en exemple dans le domaine. Il fait donc son entrée dans



Jusqu'à la formation par alternance était essentiellement pratiquée dans les établissements de la formation professionnelle, pour des diplômés ne dépassant pas le niveau bac+2. Avec les nouveaux cahiers de normes pédagogiques, elle sera étendue aux grandes écoles publiques de commerce et d'ingénierie (Ph. Privée)

l'enseignement supérieur marocain en vue d'une généralisation. Jusque-là, la formation en milieu du travail au Maroc se limitait à la formation professionnelle, c'est-à-dire aux parcours ne dépassant pas un bac+2. Dans le supérieur, quelques rares expériences ont été tentées, portées par des écoles et universités, à la fois du public et du privé. C'est par exemple le cas de l'ENCG Settat, qui a signé une convention avec

le groupe Marjane en 2023, pour le lancement d'une filière en alternance autour de la distribution moderne. «L'objectif est que les étudiants suivent des cours à l'école parallèlement à des stages chez Marjane, avec à la clé une rémunération de 3.000 DH par mois, et la possibilité d'un CDI», détaille Mohamed Makhroute, directeur par intérim de la business school publique. En 2022, Al Akhawayn a également conclu un partenariat avec Alstom Cablance, pour la mise en place d'une formation alternée.

Aujourd'hui, les grandes écoles publiques veilleront à développer davantage ce modèle. Le réseau des écoles d'ingénieurs publiques est déjà en train de négocier deux cursus par alternance avec le groupe Alten. Ils seront ouverts aux Ecoles nationales des sciences appliquées (ENSA) de Fès et de Tétouan, à partir de la prochaine rentrée, selon Ahmed Mouchtachi, coordinateur du réseau, également président de l'université Moulay Ismail de Meknès. D'autres projets sont en préparation. Néanmoins, tout dépendra du degré d'engagement des entreprises dans ce dispositif. Surtout qu'il n'existe à

Un dispositif win-win

EN s'ouvrant aux apprentis pour des parcours par alternance, les entreprises peuvent former des profils sur mesure, des diplômés «prêts à l'emploi», imprégnés de leur culture et de leurs valeurs. Dans un marché où les compétences se font de plus en plus rares dans plusieurs secteurs, il s'agit d'une réelle opportunité à saisir, pourvu que les entreprises consentent à assumer une partie du coût de la formation. Le soutien de l'Etat reste également indispensable, notamment pour les TPME. Les écoles, de leur côté, peuvent assurer une meilleure employabilité et un meilleur taux d'insertion professionnelle à leurs lauréats. Les étudiants, quant à eux, bénéficient d'une formation renforcée, d'une transition progressive vers le monde professionnel, ainsi que d'une rémunération. Enfin, l'Etat peut améliorer la productivité du facteur travail et réduire le taux de chômage, ce qui ne pourrait être que bénéfique pour l'ensemble de l'économie. □

ce jour aucune incitation étatique. Si les grandes entreprises marocaines et multinationales peuvent se permettre d'investir cette voie, qu'en est-il des petites et moyennes structures, qui représentent l'essentiel du tissu productif national? □

Ahlam NAZIH

Inscriptions ouvertes

Arts, design et communication
Mode
Gestion et administration
Hôtellerie et restauration

Programmes accessibles avec ou sans Bac

Diplômes reconnus au Maroc et au Canada

Formation professionnelle Deux modèles depuis plus de 25 ans

DANS les établissements de la formation professionnelle, deux modèles, régis par deux textes de loi, sont proposés: la formation professionnelle alternée (loi n° 36-96 de 1996) et la formation par apprentissage (loi n° 12-00 de 2000). La première est surtout pratiquée dans les cursus proposés par l'OFPPT. Le temps de la formation y est réparti à parts égales entre école et entreprise (50%-50%). Le modèle par apprentissage, pour sa part, envisage 80% de pratique terrain et 20% de cours théoriques. Il est surtout de mise dans les centres de formation créés par des ONG, des entreprises ou des départements ministériels (Tourisme, Artisanat, Agriculture, Pêche...). Même si ce genre de parcours est en vigueur depuis plus de 25 ans, il peine à prendre. Et pour cause, les entreprises ne bénéficient que de peu d'incitations. Pour la formation par apprentissage, par exemple, une subvention de 3.000 DH par apprenti et par an est accordée. Un montant pour le moins dérisoire. □

Inscriptions
ouvertes



ESCA
SHAPING LEADERS



esca.ma

TRANSFORMER MON POTENTIEL

**PROGRAMME
GRANDE ECOLE
BAC+5**

**LICENCE EN MANAGEMENT
DES ENTREPRISES
BAC+3**

**MASTERS
SPÉCIALISÉS
BAC+5**

ESCA Ecole de Management :
67-3, Bd. de l'Aéropostale, Place Financière (CFC) - Casablanca.
WhatsApp : +212 669 41 73 14 / Fixe : +212 522 20 91 20

Ces étudiants marocains qui ont

«Une opportunité pour observer un large spectre de métiers»



Othmane Slaoui

Étudiant en 5e année à l'INSA de Toulouse, alternant chez Airbus Defence and Space

C'EST également en cherchant sur LinkedIn que Othmane Slaoui a pu obtenir son contrat d'alternance (professionnalisation), chez Airbus Defence and Space. Pour sa 5e année à l'INSA de Toulouse, option ingénierie informatique et réseaux, il répartit son temps entre école et entreprise. Depuis février dernier, il passe la totalité de son semestre au sein d'Airbus Defence and Space, en gestion de projets et de programmes satellite, pour un salaire brut de 1.800 euros. Son expérience professionnelle, il la trouve «enrichissante et formatrice». «Elle m'a permis de comprendre pleinement le monde de l'entreprise, et de découvrir de nouvelles opportunités. L'alternance m'a également permis d'affiner mon projet professionnel», relève le jeune étudiant. «Côté personnes dans différents domaines, que je n'aurais pas eu l'occasion de croiser à l'école, m'a permis d'observer un large spectre de métiers, et de passer au-delà de la théorie de chaque profession», ajoute-t-il. Pour Othmane Slaoui, l'alternance est le choix idéal pour les étudiants souhaitant confronter leurs connaissances au terrain, et surtout, «baser leur choix de carrière sur une expérience réelle». Cela dit, rigueur et organisation sont de mise pour faire face au rythme soutenu de l'alternance. □

Si au Maroc l'alternance en est encore à ses balbutiements, en France, le modèle est bien rodé. En 2023, un million de jeunes étaient en alternance dans les entreprises françaises. Pour les accueillir, les sociétés bénéficient d'une subvention. Deux types de contrats sont proposés: d'apprentissage (allant généralement de 6 mois à 3 ans) et de professionnalisation (en général de 6 mois à un an). En plus de l'expérience professionnelle cumulée, les jeunes reçoivent un salaire. Il peut aller de 27% à 100% du Smic pour les contrats d'apprentissage, et de 55% à 100% du Smic pour ceux de professionnalisation. Des étudiants marocains en France partagent les plus et les moins de leur expérience avec l'alternance. □

Ahlam NAZIH



- Acquérir une expérience professionnelle tout en poursuivant ses études
- Gagner une mention sur son CV
- Mieux comprendre les attentes du marché du travail et développer un réseau professionnel.
- Bénéficier d'une rémunération, et ce, même en période de cours à l'école
- Développer sa capacité d'organisation et son autonomie
- Un statut de salarié et non pas de stagiaire, avec plus de responsabilités



- Demande une grande capacité d'organisation et de gestion du temps.
- Difficulté à trouver un rythme adapté
- Être désavantagé par rapport aux autres étudiants qui peuvent étudier plus, pendant que les alternants sont en entreprise
- Jongler entre cours et travail en entreprise, et sacrifier ses vacances, ce qui peut s'avérer fatigant
- Pression en période de partiels, puisqu'il faut travailler en journée, et préparer ses examens le soir.

«J'ai énormément appris»

«UNE super expérience», c'est ainsi que Fatine Machmoum qualifie son alternance au sein de London Stock Exchange Group. C'est à travers LinkedIn que la jeune étudiante en master, à l'université Paris Dauphine, a pu décrocher cette opportunité chez le fournisseur mondial de données et d'infrastructures sur les marchés financiers. Pour avoir son ticket d'entrée, via un contrat d'apprentissage, elle a dû passer quatre entretiens, avec son tuteur, le manager et des membres de l'équipe EMEA (Europe Middle East & Africa) Sales, qu'elle a fini par intégrer. «J'ai appris énormément sur différents sujets. L'avantage d'intégrer un grand groupe financier tel que LSEG est de pouvoir travailler et discuter avec plusieurs entités différentes. Cela m'a permis d'approfondir mes connaissances en finance de marché, gestion des risques... En plus, je me suis tout de suite très bien entendue avec l'équipe, ce qui a rendu mon apprentissage très agréable», livre-t-elle. Côté rémunération, Fatine Machmoum a pu obtenir 1.300 euros en brut. Pour elle, pour réussir son alternance, l'étudiant doit choisir un poste «qui l'intéresse vraiment», ainsi qu'une équipe avec laquelle il se sent bien. □



Fatine Machmoum

Étudiante en master de mathématiques appliquées (Ingénierie statistique et financière) à l'université Paris Dauphine. Alternante au London Stock Exchange Group

choisi l'alternance en France

«Une excellente façon de se préparer au monde du travail»

ETUDIANT en 4^e année à l'IN-SA de Toulouse, Abdelkrim Sabounji a pu dénicher un stage de trois mois chez Capgemini, entre juin et septembre 2022, via LinkedIn. Son stage terminé, son objectif était clair, enchaîner avec une alternance chez l'expert mondial de services numériques, pour sa 5^e et dernière année d'école d'ingénieurs. Il démarre ainsi son alternance en septembre 2022, à travers un contrat de professionnalisation. Le premier semestre, il travaille pendant les vacances scolaires seulement (2 semaines à la Toussaint et 2 semaines fin décembre). Le deuxième, il le passe entièrement en entreprise. «L'alternance a été extrêmement enrichissante. Elle m'a permis d'appliquer certaines de mes connaissances académiques dans un contexte professionnel réel, tout en développant de nouvelles compétences



Abdelkrim Sabounji

IT Business Analyst chez Airbus

techniques et relationnelles», confie le jeune ingénieur en génie mécanique. L'expérience lui permet, en outre, de développer son réseau professionnel, mais aussi de découvrir le monde du conseil en informatique et IT, et de se préparer à son futur métier. Actuelle-

ment, il est IT Business Analyst chez Airbus.

A Capgemini, il bénéficiait de 1.200 euros net par mois. A cela s'ajoutait une aide au logement de près de 280 euros et une aide pour les alternants, de 100 euros.

Si c'était à refaire, Abdelkrim Sabounji n'hésiterait pas. Pour lui, il s'agit «d'une excellente façon de se préparer au monde du travail, tout en poursuivant ses études». Son conseil: développer son réseau dès le début de ses études, bien choisir l'entreprise et le secteur dans lequel l'on souhaite évoluer, et surtout, rester organisé et tirer parti de toutes les opportunités d'apprentissage offertes par l'alternance. «Il faudrait également profiter de son réseau, et ne pas hésiter à solliciter des conseils auprès de ses collègues et supérieurs», conclut-il. □

UEMF

الجامعة الأورومتوسطية بفاس
EUROMED UNIVERSITY OF FES
ⵜⴰⴳⴷⴰⵏⵜ ⴰⵎⴰⵔⴷⴰⵢⵜ ⴰⵏ ⴱⴻⴳⴰⵙ

CONCOURS D'ACCÈS COMMUN

MÉDECINE

MÉDECINE DENTAIRE

PHARMACIE



Mardi **23** Juillet 2024
à 14h30

INSCRIPTIONS OUVERTES

☎ 0538 90 90 00

www.ueuromed.org

☎ +212 6 62 39 35 20

☎ +212 5 38 90 32 30

admission@ueuromed.org



Métiers de la com: Comment les écoles forment les communicants de demain

■ Les codes du secteur évoluent avec l'assaut des nouvelles technologies

■ Les modules en numérique font leur entrée dans les programmes des écoles

TÉLÉPHONES portables, internet, appareils connectés... Très rapidement, les nouvelles technologies ont pris d'assaut notre quotidien, et ont bouleversé nos habitudes et notre façon de travailler. Dans le secteur de la communication, ce sont les réseaux sociaux qui ont le plus impacté les normes et les codes de ce domaine, et créé de nouvelles attentes de la part des consommateurs. Ils posent ainsi de nouveaux challenges aux communicants.

Selon Nouha Anka Idrissi, consultante-formatrice en marketing à l'École supérieure de la communication et du journalisme (ESJC), «*il est désormais primordial pour les entreprises d'adapter leurs stratégies de communication, pour les rendre plus interactives et personnalisées. Les consommateurs sont également demandeurs de plus de transparence, d'authenticité et de spontanéité*». La dynamique qui découle des réseaux sociaux déteint aussi sur la manière dont les sociétés doivent parler aux consommateurs et les démarcher. Les contenus à consommer via Instagram, TikTok, Facebook ou autre s'imposent ainsi avec force.

Des jeunes plus exigeants

La directrice Communication et Marketing de l'ESJC, Basma Mawlawi, observe notamment une «diversité des formats et des supports». Stories, sondages, vidéos courtes et dynamiques... La communication doit rester accrocheuse visuellement sur les réseaux. Les deux professionnelles se rejoignent pour dire qu'il est important de rester à l'affût des dernières tendances sur les médias sociaux pour une communication efficace. Basma Mawlawi évoque d'ailleurs les podcasts, qui gagnent de plus en plus en popularité



La polyvalence des étudiants par rapport aux différents supports de communication est aujourd'hui indispensable, dans un marché à la recherche de compétences dans le numérique

dans le secteur. Facilement consommables, les centres Edison Research et Triton Digital ont relevé environ 2 millions de podcasts encore en production active fin 2021, contre 500.000 fin 2018. Selon une enquête de MidRoll, 60% des auditeurs de podcasts commerciaux finissent par acheter un produit mentionné dans un podcast.

Ces tendances créent de nouveaux besoins en compétences dans

le secteur, et appellent les écoles à une remise en question de leurs programmes de formation. L'ESJC a bien cerné les défis à relever pour former ses étudiants à la communication de demain.

«*Nous offrons maintenant des cours de numérique, pour leur apprendre la gestion des réseaux sociaux et du contenu multimédia*», explique sa directrice Communication et Marketing de l'école. La poly-

valence des étudiants par rapport aux différents supports de com est aujourd'hui indispensable dans ce genre de métier. Selon Nouha Anka Idrissi, les étudiants sont pour leur part «*de plus en plus exigeants sur la qualité et la pertinence de ces nouveaux cours. Ils veulent acquérir des compétences digitales, comprendre les techniques de référencement, etc.*».

Les jeunes, de 13 à 24 ans, seront encore plus exigeants par rapport à ces aspects. Ils représentent aujourd'hui, dans la majorité des pays, plus de 50% des utilisateurs des réseaux sociaux. Ce sont les plus connectés et informés sur les dernières modes et façons de communiquer. Ils possèdent un savoir-faire et une adaptabilité aux réseaux sociaux qui est indéniable, et qui peut être intéressante auprès de leurs prochains recruteurs. A l'école, ils seront à l'affût de contenus leur permettant de se professionnaliser et d'affiner leurs connaissances, pour intégrer un marché de plus en plus demandeur de compétences digitales. □

Lili-Jeanne BLUTEAU
(Journaliste stagiaire)

Le distanciel et les formats interactifs s'imposent en cours

LES nouvelles technologies ont aussi impacté la manière de communiquer au sein de l'ESJC. A l'instar du télétravail, les leçons en visioconférence se sont démocratisées avec la pandémie du Covid. «*Nous intégrons les technologies modernes pour qu'elles viennent compléter les cours traditionnels. Les appels groupés permettent d'assurer les séances, même si les étudiants sont ailleurs*», relève Basma Mawlawi. Les formats interactifs sont également devenus tendance. Pendant la crise sanitaire de 2020, c'est notamment des sites internet comme Kahoot qui ont gagné en popularité. Le site a enregistré une hausse de 200% de ses utilisateurs dans le monde en un an. Il propose un dispositif de quiz à choix multiples à apparence ludique, mais principalement utilisé à des fins pédagogiques. □

جامعة الأخوين

جامعة الأخوين

AL AKHAWAYN
UNIVERSITY

INSPIRE TRANSFORM IMPACT

NECHE ACCREDITED



جامعة الأخوين
جامعة الأخوين
AL AKHAWAYN
UNIVERSITY

SCHOOL OF HUMANITIES
AND SOCIAL SCIENCES

جامعة الأخوين
جامعة الأخوين
AL AKHAWAYN
UNIVERSITY

SCHOOL OF BUSINESS
ADMINISTRATION

جامعة الأخوين
جامعة الأخوين
AL AKHAWAYN
UNIVERSITY

SCHOOL OF SCIENCE
AND ENGINEERING



Ecoles et universités privées:

La rentrée 2024-2025 fourmillera de projets qui verront le jour au sein des différentes écoles et des universités du privé. Le secteur proposera cette année de nouveaux programmes et parcours valorisés par des partenariats internationaux mais, également, des outils et des structures destinés à préparer les établissements aux transformations du marché à venir.

HEM: Le sport à l'honneur

POUR la rentrée prochaine, HEM prévoit de diversifier de manière conséquente son offre de formation. Parmi ses projets phares attendus, le lancement d'un master en management du sport, en étroite collaboration avec la Fédération royale marocaine de football. «*Nous lancerons ce master afin d'accompagner les préparatifs de la Coupe du monde 2030 et, plus globalement, le développement économique du pays. Le sport et le management sont reliés par des valeurs communes, parmi lesquelles la performance, la persévérance, le travail d'équipe, ou encore, l'apprentissage continu. L'introduction de deux nouveaux programmes bac+3, le premier en Business administration dispensé en langue anglaise et le second en droit des affaires et management des entreprises, est également prévue.*

Les actifs en exercice n'ont pas non plus été oubliés par le groupe, qui prévoit plusieurs nouveaux parcours master en temps aménagé, couvrant l'ensemble des fonctions stratégiques de l'entreprise. «*Parmi ces nouveaux diplômés en formation continue, l'on attend un master spécialisé en management financier, un master spécialisé en marketing, ainsi qu'un parcours en banque et gestion des investissements*», souligne à ce sujet Bouchra By, directrice générale de LCI Education au Maroc et directrice générale de HEM Business & Engineering School. □



Ph. HEM

ESCA met l'accent sur le digital

DE son côté, ESCA Ecole de Management mettra l'accent à la rentrée sur la digitalisation. Dans ce sens, le groupe a adopté de nouveaux outils d'EdTech. Objectif: rendre la technologie utile à l'enseignement. «*L'école a adopté un Learning Management System de premier rang, visant à intégrer davantage de contenus e-Learning et de gamification. De plus, nous avons contracté des partenariats avec plusieurs plateformes de certification en ligne, qui servent à renforcer davantage la professionnalisation de nos*



Ph. Pixabay

formations, et à améliorer l'employabilité de nos lauréats via des certificats reconnus par l'industrie», confie Hicham El Ghabzouri, directeur du développement et de la transformation digitale à ESCA Ecole de Management. La digitalisation sera également plus présente au sein des programmes proposés, à travers l'intégration de contenus, d'outils métiers et de cours sur le data management (la gestion des données numériques), la data visualisation ou encore, l'intelligence artificielle.

«*Une manière de contribuer à améliorer sensiblement les compétences digitales de nos étudiants*», assure le responsable. Enfin, le groupe vient d'annoncer le lancement d'un nouveau master en ingénierie juridique, financière et fiscale. Un programme de 24 mois reconnu par l'Etat dont l'accès se fera via une licence en droit privé ou en gestion. «*L'objectif de cette formation consiste à sensibiliser les étudiants à l'importance de la transversalité et à l'interdépendance entre ces différentes disciplines, afin de leur offrir une vision autrement plus globale de l'entreprise.*» □

L'ECONOMISTE

Président d'honneur: **Abdelmounaïm Dilami**
Directeur de publication: **Khalid Belyazid**

● Rédaction

Rédactrice en chef: Meriem Oudghiri

Rédactrice en chef adjointe: Ahlam Nazih

Rédacteur en chef adjoint: Mohamed Ali Mrabi

Secrétaire de rédaction: Abouammar Tafnout

Amin Rboub, Khadija Masmoudi, Hassan El Arif, Mohamed Chaoui, Fatim-Zahra Tohy, Faiçal Faquih, Amine Boushaba, Karim Agoumi, Khadija Skalli, Layane El Massaoudi, Fédoua Tounassi, Fatema El Ouafi, Aziz Diouf

● Régions

Rédactrice en chef: Radia Lahlou

Aziza El Affas, Badra Berrissoule, Youness Saâd Alami, Nouredine El Aïssi, Ali Kharroubi

● Dessinateur-caricaturiste: Rik

● Révision

Mohamed El Bekri, Najoua Norredine

● Montage

Salima Michmich, Youssef Laarich, Mohcine Sorrane, Jalila Afkhar, Saïd Malghich

● Documentation

Chef des photographes: Saïda Sellami

Photo-journalistes: Abdelmjid Bziouat, Ahmed Jarfi, Fadwa Alnasser

● Assistante de Rédaction

Samira Barouk

● Directeur général adjoint

Othmane Chbihi Moukit

● Directeur commercial

Mouhsine Benslimane

● Directeur Digital et Marketing

Riad Mawlawi

● Service Web

Maha Basraoui, El Hadji Mamadou Gueye, Hicham Lafriqi

● Administration

Directeur administratif et financier
Samir Essifer

● Directrice communication

Sandrine Salvagnac

● Directrice de clientèle agences

Amal Cherkaoui

● Directeurs de clientèle

Imane El Azdi, Khalid El Jaï, Abderraouf Jaafari, Mohamed Hamdaoui, Mouna Elouattassi Grangier, Nawal Bencheikroun, Hafid Hamelal

● Responsable qualité-abonnement

Leila Sadek

www.leconomiste.com - redaction@leconomiste.com / publicite@leconomiste.com

70, Bd Massira Khadra, Casablanca - Tel.: 05.22.95.36.00 (LG)
Fax Rédaction: 05.22.39.35.44

- Distribution: Sappress, Impression: Eco-Print, Casablanca - Tel.: 05.22.66.40.78/79/80



L'Economiste est une publication du groupe Eco-Médias, filiale de Global communication

Les nouveautés de la rentrée

■ ESSEC: Des portes ouvertes sur l'international

À l'ESSEC Business School, la principale nouveauté de la rentrée sera le lancement de la version anglophone de son Global BBA. Un bachelor sur 4 ans déjà représenté sous la langue de Molière à Rabat, et qui ouvrira aux étudiants davantage de portes à l'international. «Ce nouveau projet en cours permettra au campus ESSEC Afrique d'être totalement aligné sur l'offre du Global BBA proposée au sein des campus du groupe présents à Paris et à Singapour, puis facilitera la mobilité des étudiants grâce à ses partenaires internationaux», tient



à souligner Hicham Sebti, directeur adjoint de l'ESSEC Business School campus Africa à Rabat. «L'ouverture du track anglophone dans la capitale résulte également de notre volonté de renforcer l'internationalisation du campus en attirant davantage d'étudiants non francophones, en Afrique mais aussi ailleurs dans le monde», complète le responsable. Un projet répondant au désir de plus en plus présent chez la jeunesse marocaine de pouvoir étudier en langue anglaise, tout en se «connectant» avec l'international. □

■ RBS: Du numérique et des conseils pour réussir sa carrière

RABAT Business School innove aussi pour la prochaine rentrée scolaire. Parmi les nouveautés au programme, son «Digital Learning Center», un hub technologique destiné à transformer l'expérience éducative de ses étudiants. «Ce nouveau centre qui vient tout juste d'être inauguré est équipé des dernières technologies permettant de déployer une éducation numérique de pointe», assure le directeur général sortant de Rabat Business School, Olivier Aptel. Autre projet en cours et non des moindres, la consolidation du career center du groupe qui inclut désormais un site web dédié. «Notre objectif à

travers cette démarche consiste à faciliter la transition de nos étudiants vers le monde professionnel», souligne le responsable. Parallèlement à ces changements orientés «digital», l'école prévoit également de lancer cette année un 9e master intitulé «Agile Project Management & Innovation». Un cursus qui vise à transmettre aux étudiants des compétences pointues et recherchées par les entreprises en matière de management agile. Enfin, le groupe lancera un bachelor ITB (International triple bachelor). Un cursus en triple diplomation avec HEC Montréal et IESEG Paris. □



Ph. RBS

■ UM6P: Un CHU pour accompagner le secteur de la santé

L'UNIVERSITÉ Mohammed VI Polytechnique, institution gérée par une fondation à but non lucratif, ne fera pas l'exception et proposera aussi son lot de nouveautés pour la rentrée. Ainsi, deux nouveaux programmes – un cycle ingénieur en génie chimique, minéralogique et biotechnologie, ainsi qu'un master en Financial Engineering – verront le jour en septembre.

«A travers ces nouvelles filières, nous visons à répondre davantage aux besoins spécifiques du Maroc et de l'Afrique, tout en renforçant



Ph. UM6P

l'employabilité de nos étudiants», déclare à ce sujet la responsable des admissions et du registrariat de l'UM6P, Karine Duvey. Le groupe prévoit également d'accompagner significativement le secteur de la santé dans la région de Rhamna d'ici la fin de l'année, en ouvrant à Benguerir la «Smart Health Care City» et son CHU. La structure servira notamment de terrain de stages et d'expérimentations aux étudiants du pôle Santé de l'établissement. □

Karim AGOUMI



Faire ses études dans le privé,

■ Des frais qui diffèrent selon le type d'école et de programme

■ Des bourses de mérite et inclusives pour encourager l'adhésion des bacheliers

CHACQUE année, des centaines de milliers de jeunes décrochent le baccalauréat et rejoignent l'univers des études supérieures. Bon nombre d'entre eux choisissent d'intégrer des écoles supérieures privées, proposant un large choix de formations, ainsi que de nombreux partenariats internationaux. Des structures certes onéreuses, mais dont les frais de scolarité demeurent moins coûteux que de poursuivre ses études à l'étranger. Elles peuvent également proposer un appui financier. Les tarifs pratiqués dans le privé diffèrent d'une école à l'autre. Ils dépendent du type de formation dispensée, des programmes et des spécialisations, mais aussi du «standing» de l'établissement. Ils offrent ainsi une gamme d'options accessibles à toutes les bourses.

Pour les bacheliers et les étudiants en gestion, ceux-ci oscillent en moyenne entre 50.000 et 100.000 DH par an. Ainsi, à ESCA Ecole de Management, les frais d'études pour accéder au Programme Grande Ecole, ou à la licence en management des entreprises (bac+3), sont de 72.000 DH par an. «Il s'agit d'un programme entièrement anglophone qui permet de passer les trois années sur trois continents différents. Nos masters spécialisés, reconnus par l'Etat, coûtent de leur côté 53.000 DH», souligne à cet effet Hicham El Ghabzouri, directeur du développement et de la transformation digitale à ESCA Ecole de Management.

A Rabat Business School, les frais d'études annuels sont de 75.000 DH pour les licences et de 80.000 DH pour les masters. «Nos frais de scolarité varient en fonction des programmes et des niveaux d'études», assure sur ce point Olivier Aptel, directeur général de Rabat Business School. Dans la même veine, HEM proposent pour ses programmes Business des tarifs annuels oscillant entre 76.000 et 84.000 DH. D'autres écoles, parmi lesquelles Es-



Le secteur privé représente près de 5% des effectifs de l'enseignement supérieur, avec près de 70.200 étudiants (2022-2023) (Ph. Privée)

Les fourchettes de prix par discipline

Business school	Master	Entre 50.000 et 185.000 DH
	Licence	Entre 72.000 et 185.000 DH
Cycle d'ingénieurs	Diplôme d'ingénieur	Entre 44.000 et 57.000 DH
Sciences de la Santé	Médecine	Entre 100.000 et 130.000 DH
	Médecine dentaire	
	Pharmacie	



sec Business School, proposent des tarifs sensiblement plus onéreux. Un prix justifié notamment par la notoriété internationale de l'établissement. «Les quatre premières années au sein de notre structure

reviennent à 184.490 DH par an pour les ressortissants non UE et à 168.490 pour les ressortissants UE. Notre programme est reconnu pour sa qualité, puisque classé numéro 1 en France dans la catégorie des

Bachelors, mais également, pour sa communauté reconnue d'«alumni», révèle Hicham Sebti, directeur adjoint de l'Essec Business School campus Africa à Rabat.

Pour les étudiants d'ingénierie, les frais de scolarités se veulent similaires à ceux des Business school, avec néanmoins des tarifs revus à la baisse concernant les cursus de masters. Ainsi, à HEM, les programmes des masters et des licences sont proposés à partir de 57.000 DH. A l'IGA, les masters coûtent 55.000 DH par an. Le cycle d'ingénierie de l'EMSI, quant à lui, s'élève à 44.100 DH l'année.

Quid des institutions à but non lucratif?

LE «3e secteur», composé d'institutions gérées par des fondations à but non lucratif, propose des frais de scolarité sensiblement plus élevés, mais en grande partie remboursés. Ainsi, à l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), le coût d'études avoisine les 100.000 DH pour l'écrasante majorité des programmes proposés, et environ 135.000 DH pour les cursus de médecine. L'établissement met en avant une politique de bourses afin de garantir que les bacheliers méritants puissent accéder à une éducation de

qualité, quel que soit leur contexte socioéconomique. «Nos bourses sont attribuées non seulement en fonction du mérite académique, mais aussi, suivant des critères sociaux, ce qui permet d'assurer une représentativité équitable des différentes régions du Maroc et d'ailleurs». «Pas moins de 80% de nos étudiants sont boursiers, dont 60% bénéficient d'une bourse complète couvrant 100% des frais», conclut à cet effet Karine Duvey, responsable des admissions et du registariat à l'Université Mohammed VI Polytechnique. □

Les critères pour bénéficier d'un appui

Pour encourager les bacheliers à intégrer leurs programmes, les établissements du privé offrent

combien ça coûte?

des bourses à un nombre prédéfini d'étudiants, selon leurs résultats scolaires et leur situation socio-économique. Ainsi, ESCA Ecole de Management offre des bourses de mérite académique, attribuées aux étudiants ayant démontré un excellent parcours scolaire, ou encore, des bourses sportives destinées aux sportifs de haut niveau, performant dans des compétitions internationales et nationales. «Ces bourses visent à encourager les étudiants ayant un bon niveau académique, démontrant de solides qualités de leadership, ainsi qu'un engagement actif. Leurs critères de sélection sont basés sur la performance académique et sur les qualités personnelles des étudiants», tient à préciser Hicham El Ghabzouri.

L'Essec a également mis en place un système de bourses avantageux. Objectif: ouvrir ses parcours de formation aux étudiants brillants. Parmi les dispositifs en place, la bourse Edukafrika qui couvre 30% des frais de scolarité des candidats de nationalité marocaine, et plus globalement africaine, la bourse d'excellence, couvrant 20% des frais, ainsi qu'une bourse de diversité en soutien aux étudiants issus de milieux socialement défavorisés. Ce programme peut

aller jusqu'à la prise en charge totale de l'étudiant, incluant frais de scolarité, d'hébergement ou encore, de restauration. «Le groupe Essec a fondé son développement sur l'humanisme, la responsabilité, la diversité et l'innovation. L'ouverture et l'inclusion sont pour nous des valeurs fortes, et nous considérons

que la diversité et la mixité constituent une richesse pour l'ensemble de notre communauté», renchérit Hicham Sebti.

Autre établissement à offrir des bourses, Rabat Business School. «Afin de permettre à tous les candidats de poursuivre notre cursus, quel que soit leur milieu social,

nous avons instauré un système de bourses accordé suivant des critères sociaux aux étudiants méritants. Ces bourses permettent de couvrir une partie ou la totalité des frais de scolarité, en fonction de critères d'éligibilité», assure Olivier Aptel. □

Karim AGOUMI

Des facilités de paiement aussi

EN plus de l'octroi de bourses, des facilités de paiement sont mises en place par ces écoles. «Nous avons développé des partenariats avec des banques de renom afin d'offrir à nos étudiants en formation initiale la possibilité de bénéficier d'un financement à taux préférentiel durant toute la durée de leurs études, avec, en prime, la possibilité de débiter le remboursement une année après l'obtention du diplôme», indique le directeur du développement de ESCA Ecole de Management. Essec, de son côté, propose des prêts étudiants permettant de couvrir les frais de scolarité et le coût de la vie, ainsi que des possibilités de paiement des frais de scolarité en plusieurs échéances. □



ES JC L'école des nouveaux métiers du Journalisme et de la Communication

INSCRIPTIONS OUVERTES

RENTREE 2024

LICENCE – ADMISSIONS PARALLÈLES – MASTER

MAITRISEZ L'ART DE LA COMMUNICATION
L'ESJC, POUR LES FUTURS DIRECTEURS COMMUNICATION.

INSCRIVEZ-VOUS



0600968740 www.esjc.ma



Economie, gestion, finance

Non, on ne peut se passer des maths!

■ **Les filières économiques, plus proches des sciences dures que de la littérature**

■ **Les mathématiques «à la base de la microéconomie»**

LES facultés des sciences juridiques, économiques et sociales sont celles qui accueillent le plus d'étudiants selon les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur. Elles reçoivent 60% des effectifs des facultés à accès ouvert. Si certains justifient d'un baccalauréat en sciences économiques et gestion, d'autres se sont réorientés. Parmi ceux qui s'inscrivent en économie, l'on peut compter des bacheliers ayant suivi des filières scientifiques pures et dures, mais aussi des littéraires. Ces derniers justement, qui ne sont pas forcément performants en mathématiques, peuvent-ils faire des études en économie?

Pour ceux qui pensent que l'économie et la gestion c'est de la littérature, détrompez-vous!

Dans le système français, les élèves du lycée peuvent choisir leurs matières à la dernière année. Parmi ceux ayant opté pour les sciences économiques et sociales (SES), certains «se débarrassent» des maths pensant ne pas en avoir besoin dans le supérieur. Grave erreur. Walid, bachelier du lycée Lyautey de Casablanca, en a fait les frais. Après avoir décroché une place dans un prestigieux institut d'économie en France l'année dernière, il s'est heurté à des cours fai-



Fatima Berrada, professeure de finance au groupe Hestim: «Il n'est pas possible aujourd'hui de mener des études de finance sans les math» (Ph. Privée)

sant appel à des mathématiques poussées. Incapable de suivre le rythme, il a raté son année, et a été contraint de se réorienter. «Je ne pensais pas que dans un parcours d'économie ou de gestion il fallait justifier d'une bonne maîtrise des maths. Pourtant, au lycée mes profs m'avaient assuré que je pourrai suivre cette filière...», confie-t-il.

Fatima Berrada, enseignante-chercheuse en finance au groupe



Fouzi Mourji, professeur d'économétrie à l'université Hassan II de Casablanca: «Nous pouvons même retrouver des théories en économie empruntées à la physique» (Ph. Bziouat)

des Hautes études des sciences et techniques de l'ingénierie et du management (Hestim) à Casablanca, remarque «beaucoup d'élèves avec des lacunes en mathématiques». Elle estime que l'on «ne peut mener des études en finance sans les maths». Parmi les élèves qui se sont réorientés dans cette filière, Fatima Berrada souligne deux types. D'abord, ceux issus de filières scientifiques (physique, biologie). «Ceux-là s'adaptent plus

facilement», explique l'enseignante, «puisque la méthode de raisonnement qu'ils ont pratiquée dans les sciences dures est en quelque sorte la même pour l'économie, et que leur esprit d'analyse est plus poussé». Pour le deuxième groupe, ceux issus d'une formation littéraire, «c'est là où il y a le plus de difficultés».

A l'Hestim, des cours de mathématiques sont dispensés durant les deux premières années de formation. Cela n'est pas assez pour Fatima Berrada. L'enseignante soutient qu'il faudrait que les étudiants soient confrontés aux maths durant toute leur scolarité.

Les mathématiques sont en effet primordiales en économie. Pour Fouzi Mourji, professeur d'économétrie à l'université Hassan II de Casablanca, elles sont «à la base de la microéconomie», qui analyse le comportement des agents économiques (consommateurs, ménages, entreprises, etc.). A l'aide des mathématiques appliquées, il est même possible pour les traders de prédire l'évolution de la Bourse. Concernant les investissements directs étrangers (IDE), les maths sont là aussi très importantes, car les entreprises vont, selon Mourji, «étudier différentes données mathématiques pour chaque pays»: à savoir la fiscalité, le coût du travail, le prix du foncier, ou encore la qualité des infrastructures entre autres, afin de choisir au mieux où se positionner.

«On retrouve même des théories en économie empruntées à la physique, comme l'effet d'hystérésis», appuie Mourji. Ce concept montre par exemple qu'une barre de fer chauffée, qui s'allonge avec la chaleur, ne reprendra pas exactement sa forme initiale une fois refroidie, car elle gardera en quelque sorte en mémoire le moment où elle était plus longue. «Ce concept, explique Mourji, est applicable en économie, et peut par exemple permettre d'étudier l'évolution du chômage». Un taux à 10%, qui grimpe à 20% en situation de crise, ne retombera pas exactement à 10% une fois la crise réglée. Il restera un peu plus élevé, parce que les employeurs auront gardé en mémoire cette crise et seront ainsi plus réticents à embaucher de nouveau. □

Théo BOISSONNEAU
(Journaliste stagiaire)

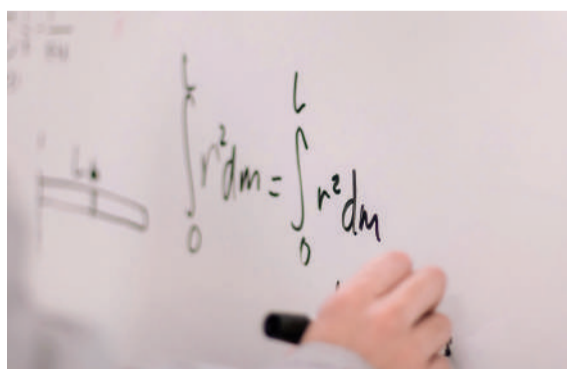
Dans certaines spécialités, on peut quand même s'en sortir...

SI les mathématiques semblent indispensables pour comprendre l'économie et la finance, cela reste tout de même possible de faire carrière dans ce secteur en n'utilisant que très peu de maths, d'après Mourji. «Il y a quelques métiers où l'on peut se passer de théories mathématiques complexes. Les comptables, par exemple, peuvent très bien s'en sortir avec des rudiments en mathématiques, acquis dès la primaire ou le collège». La technologie vient, en outre, simplifier plusieurs tâches. □

Elles s'étendent à d'autres secteurs

AU-DELÀ de l'économie, les mathématiques peuvent être appliquées à bien d'autres secteurs. «Nous retrouvons les maths par exemple en sociologie», illustre Fouzi Mourji. L'école de Chicago, un courant de pensée apparu au début du siècle dernier, étudie grâce à des bases de données sur des individus la probabilité que quelqu'un commette un crime ou une récidive.

D'après Mourji, «même en droit international, l'on utilise les mathé-



matiques». Moins dans les formules cette fois, mais plus dans le raisonnement. La méthode mathématique peut également être employée dans

la vie de tous les jours, afin de «décomposer un problème quel qu'il soit, en étudiant étape par étape les contraintes qu'il apporte et les solutions envisageables pour le résoudre», selon l'enseignant-chercheur. Pour Fatima Berrada, l'apport des mathématiques dans la vie de tous les jours, que ce soit dans nos façons de raisonner ou dans les objets que nous possédons, «est très présent, mais n'est pas toujours visible ou remarqué». □



Contactez-nous

06 63 13 85 24



Inscriptions ouvertes

Filières économiques

ECT

ECG

38% admis au Top 5

96% admis au Top 10

Filières scientifiques

MPSI

PCSI

MPII

98% admis aux grandes
écoles d'ingénierie

Join Us





Le Maroc peut-il se placer en hub de la formation en Afrique?

■ C'est l'ambition du ministère de l'Enseignement supérieur

■ Les tournées sur le continent et les conventions se multiplient

■ 85% des étudiants internationaux au Maroc sont d'origine africaine

LE Maroc affiche une ambition claire: devenir un hub régional de la formation, et se positionner en force dans le paysage éducatif africain. Le ministère de l'Enseignement supérieur a en tout cas placé cette vision au cœur de sa stratégie. En témoigne la tournée réalisée en mai 2024 par le ministre de l'Enseignement supérieur, Abdellatif Miraoui, accompagné d'une délégation de présidents d'université, dans plusieurs pays africains. Le week-end dernier, il était en visite en Gambie, où un accord de coopération académique a été signé. D'autres rencontres sont au menu.

Cette initiative montre l'engagement du ministère pour «établir des partenariats académiques solides à travers le continent», indique Blaid Bougadir, président de l'université Cadi Ayyad de Marrakech.

Les 10 premiers pourvoyeurs d'étudiants au Maroc

	Pays	Nombre d'étudiants
1	Gabon	2.914
2	Mali	1.985
3	Côte d'Ivoire	1.538
4	Sénégal	1.501
5	Mauritanie	1.451
6	Guinée	1.217
7	Niger	1.046
8	Congo	908
9	Burkina-Faso	867
10	Tchad	689

Source: MESRI (2022-2023)

En 2023, le Maroc a accueilli 22.252 étudiants internationaux, dont près de 85% sont d'origine africaine. Le Gabon se place en premier pourvoyeur, suivi du Mali et de la Côte d'Ivoire

Attirer plus d'étudiants passe notamment par l'attribution de bourses d'études. Une dynamique «ancienne et bien structurée, qui a montré d'excellents résultats», confie Thami Ghorfi, président de l'ESCA Ecole de Management. Il fait entre autres allusion à l'Agence marocaine de coopération internationale (AMCI), qui contribue chaque année à la formation de talents internationaux, dont une majorité sont originaires d'Afrique,

«pour accompagner la croissance des pays du Sud». Globalement, près de 80% des étudiants subsahariens poursuivant leurs études au Maroc reçoivent une bourse de l'Etat marocain. «Ces efforts visent à positionner le Maroc non seulement comme une destination étudiante attractive pour les Africains, mais aussi comme un centre d'excellence éducative régionale», affirme le président de l'ESCA. L'objectif s'inscrit d'ailleurs dans le Plan d'accélération de la transformation du secteur (PACTE ESRI 2030).

Les universités publiques ont bien intégré cette tendance. «Les grandes universités font de l'internationalisation un axe central de leur développement», souligne Abdellatif Moukrim, président de l'université Hassan 1er de Settat.

Déjà dans le top 3

Doté d'une position géographique stratégique, à la croisée des chemins entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne, le Maroc dispose d'un avantage certain. Par ailleurs, de plus en plus d'universités marocaines se distinguent dans les classements internationaux. Gabon, Mali, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Guinée... , parmi les plus de 25.000 étudiants inter-

nationaux qui viennent poursuivre leurs études au Maroc, 85% sont originaires d'Afrique. En 2022-2023, le pays a enregistré une hausse de 25% de ses effectifs étrangers, par rapport à 2017-2018, se positionnant parmi les destinations estudiantines africaines les plus prisées. Il figure, en effet, dans le top 3, derrière l'Afrique du Sud et l'Égypte.

Le président de l'université Cadi Ayyad voit dans ce positionnement un enjeu d'avenir. «En alignant les formations sur les besoins réels du continent, le Maroc peut jouer un rôle clé dans le développement durable de l'Afrique», explique-t-il, précisant l'importance de mettre en place des formations de pointe répondant aux «défis continentaux communs». Tels que le changement climatique, la gestion de l'eau, les ressources naturelles et les énergies renouvelables.

Toutefois, pour l'heure, l'inscription des étudiants étrangers reste strictement cadrée par l'AMCI, qui négocie chaque année les effectifs d'admis avec les différents pays. Les universités publiques n'ont que peu de marge de manœuvre à ce niveau, contrairement aux établissements privés qui peuvent inscrire directement leurs étudiants internationaux. Une révision de cette configuration pourrait permettre d'améliorer sensiblement les scores réalisés. □

Laura HUE (Journaliste stagiaire)

Une marge de progression

POUR le président de l'université de Marrakech, l'attractivité de la destination Maroc se confirme d'année en année. A son niveau, il constate une augmentation notable de l'intérêt pour son université auprès des étudiants du continent, notamment après la crise du Covid-19. Pareil pour le président de l'ESCA, qui comptabilise plus de 40 nationalités. Thami Ghorfi observe «une tendance croissante à l'internationalisation de son campus», avec un intérêt particulier des étudiants africains.

Autre indicateur, la multiplication des ouvertures d'antennes des grandes écoles françaises au Maroc (Ecole centrale, ESSEC, TBS, EIGSI, Emlyon, INSA...). Dernière en date, l'ESC Clermont Business School, figurant parmi les 100 meilleures d'Europe, d'après le classement du Financial Times, va ouvrir son premier campus international à Marrakech en septembre 2024. L'un des principaux objectifs relevés: attirer des étudiants d'autres pays africains.

Même si le Maroc semble être en bonne voie pour réaliser ses ambitions, des initiatives permettraient d'accélérer le processus. Comme l'indique Thami Ghorfi, il s'agit notamment de «renforcer encore l'image et la réputation des institutions marocaines qui s'internationalisent», et



de «continuer à investir dans des infrastructures et technologies éducatives modernes». Pour Abdellatif Moukrim, président de l'université de Settat, il faudrait mettre en place un «bureau d'information et d'orientation dédié à cette catégorie». Son université va dans ce sens, en faisant participer activement la CESAM (Confédération des étudiants et stagiaires africains au Maroc) au cours de ses journées d'accueil. □

De nombreux atouts

«LE Maroc a tous les atouts pour devenir un hub de la formation en Afrique», affirme Blaid Bougadir, président de l'université de Marrakech. Richesse culturelle, accessibilité, coût de la vie abordable, reconnaissance du diplôme marocain au niveau international, opportunités académiques et professionnelles dans divers secteurs: les services, les technologies, la finance... «Le multiculturalisme et la diversité linguistique du Maroc, avec des filières de formation offertes en arabe, en français et en anglais, offrent également de larges opportunités pour les étudiants», ajoute Bougadir. □

Pourquoi apprendre c'est tout au long de la vie

■ Se former pour performer, au risque d'être «out»

■ Revoir les méthodologies de travail dans un monde qui avance

DANS un monde où le progrès technologique s'accélère, et où des corps de métiers font face à une multitude de bouleversements, la formation continue s'avère essentielle. Cette réalité a été largement discutée lors d'un récent débat de l'émission de L'Economiste, L'Heure des Experts, réunissant plusieurs responsables d'écoles et universités de renom.

Le constat est clair et unanime: les métiers d'aujourd'hui sont soumis à des transformations rapides et constantes.

Les avancées technologiques, telles que l'intelligence artificielle ou la digitalisation, redéfinissent les compétences requises sur le marché du travail, d'où l'importance d'investir dans la formation continue. «Étant donné que les métiers changent constamment, nous sommes obligés d'accompagner la formation initiale par de la formation continue, au risque sinon, d'être obsolète», explique le vice-président de l'université Euromed de Fès. En effet, la disparition de certaines professions, emportées par des vagues successives de progrès technique, théorisée par l'économiste Joseph Schumpeter sous le nom de «destruction créatrice», implique la nécessité de se remettre en question pour avancer avec son temps. Également connue sous le nom de formation tout au long de la vie (lifelong learning), la formation continue désigne le processus par lequel les individus acquièrent et développent des compétences au cours de l'ensemble de leur carrière professionnelle. Contrairement à la formation initiale, qui s'effectue par exemple à l'école, au collège ou à l'université, la formation continue intervient après l'entrée dans la vie active.

Diplôme, une simple «entrée en matière»

«Je n'aime pas le terme de projet de fin d'études en master,



Les intervenants au débat de la dernière émission de L'Economiste, L'Heure des Experts, ont insisté sur la nécessité de «cultiver» auprès des étudiants l'importance du lifelong learning, dès l'école (Ph. Salah El Gareh)

ou quand un étudiant se dit: ça y est, j'ai terminé mes études, cela prête à confusion. Apprendre, c'est tout au long de la vie», s'exprime Radouane Belouali, directeur de l'École internationale Mohammed VI de santé publique et du centre Mohammed VI de formation continue, relevant de l'UM6SS. «L'apprentissage n'a pas une fin, par contre, les études à l'école ont une date d'expiration», explique de son côté Salaheddine Chafouk, business development manager à l'Essec Business School Afrique, soulignant également l'importance de la notion de lifelong learning.

Il ajoute que «si l'on ne se met pas à jour, l'on risque d'être obsolète dans sa manière d'exercer son travail, ou dans les compétences mobilisées».

De nouvelles compétences s'ajoutent effectivement à n'importe quel métier, et dans n'importe quel type carrière, impliquant une perpétuelle quête de savoir dans

un monde en mouvement. Cela à l'image des professions en lien avec le secteur de la santé. «Un médecin risque de perdre son métier dans quelques années ou d'être complètement out par rapport à l'utilisation de la technologie, s'il n'évolue pas dans ses pratiques en continuant à se former», souligne Hassan Esmili, ancien doyen-fondateur de la faculté des lettres et des sciences humaines de Casablanca et ex directeur du pôle études, recherche et appui aux instances du Conseil supérieur de l'éducation.

Esmili insiste par ailleurs sur la nécessité de cultiver auprès des étudiants l'importance de la formation continue, dès la formation initiale: «Il faut qu'au bout de trois, quatre ou huit ans d'études, le lauréat soit convaincu qu'il n'est qu'au début, et que son diplôme est une entrée en matière, pas une fin en soi».

Laura HUE, (journaliste stagiaire)

Préparer l'offre de formation de demain

BASSMA Jioudi, directrice de l'École supérieure Mohammed VI d'ingénieurs en sciences de la santé (UM6SS), pense «qu'il n'y a pas vraiment un métier d'avenir, par contre les bacheliers choisissent les métiers d'aujourd'hui». «Nous, en tant qu'acteurs dans la formation, nous avons ce devoir de préparer les offres de formation qui répondront aux besoins de demain», explique-t-elle. Lancée en 2014, l'école qu'elle dirige atteindra les 800 lauréats, avec la promotion de cette année, entre techniciens et ingénieurs, dans le secteur du bio-médical. Les profils formés sont présents au niveau des entreprises et des établissements sanitaires. Ils accompagnent déjà les mutations au sein du secteur de la santé, selon la directrice. Un secteur qui doit s'adapter à des bouleversements constants liés à l'essor des nouvelles technologies, et à la digitalisation du métier.

Une veille dynamique sur les métiers d'avenir

EN 2023, le Forum économique mondial a publié un rapport intitulé «Future of job», qui précise les métiers de demain, c'est-à-dire les professions dynamiques et généralement ancrées à des secteurs en croissance. Parmi eux, l'informatique, le digital, l'intelligence artificielle, mais également les énergies renouvelables, la santé, l'éducation, la formation et tous les secteurs liés à l'industrie culturelle en général. «Cette notion de métier d'avenir ne veut pas forcément dire métier attractif», commente Taoufik Ouazzani, vice-président de l'université Euromed de Fès. Il ajoute que «c'est tout le travail de l'université de pouvoir procéder à une veille dynamique sur les métiers d'avenir, de manière à imaginer les formations, et surtout les compétences en mesure de satisfaire ces métiers».

De son côté, le doyen de la School of Aerospace and Automotive Engineering (Université internationale de Rabat), Mustapha Faqir, indique que «l'aéronautique est devenue l'une des locomotives de l'économie marocaine», et insiste sur le «besoin énorme» que représente ce secteur sur le marché national, constituant de ce point de vue, un domaine d'avenir. Autre activité à potentiel: l'aérospatial, secteur qui a réalisé un chiffre d'affaires de 20 milliards de DH en 2022 au Maroc. Une donnée qui laisse présager un «futur radieux» pour ce secteur, comme l'affirme le doyen de la School of Aerospace. Pour lui, il existe à terme «une ambition de produire un avion 100% marocain».

«Il faut avoir les yeux très ouverts au niveau national et international, et trouver des niches ou des domaines qui peuvent apporter un plus chez nous au Maroc», affirme Radouane Belouali. Ce dernier insiste sur le rôle de son université, qui n'est «pas seulement de former, mais d'aller chercher les besoins, et de les construire», pour assurer l'avenir.

Facultés: Trop d'étudiants «fantômes»!

■ Une part qui peut aller jusqu'à 50% dans certains établissements

■ Inscrits, mais toujours absents

■ Ils ne se présentent pas non plus aux examens

C'EST l'une des préoccupations majeures des universités: un taux d'absentéisme énorme des étudiants dans les facultés à accès ouvert (droit, lettres, sciences). La tendance ne date pas d'aujourd'hui, mais elle inquiète de plus en plus, à l'heure où l'on négocie une nouvelle réforme du secteur.

Selon des sources universitaires, la part des étudiants «fantômes» varie entre 40 et 50%, selon les régions. Ils



Certains étudiants s'enregistrent en parallèle dans d'autres établissements, comme des centres de la formation professionnelle

(Ph. A.Na)

s'inscrivent en début d'année, mais n'assistent pas aux cours. D'après un

responsable universitaire, les facultés de droit et celles de lettres sont les plus concernées par le phénomène, puisque les étudiants n'y ont aucune obligation de présence, contrairement aux facultés des sciences, où ils doivent assister à des TP et TD. «Cependant, je ne les appellerai pas étudiants fantômes, car la présence aux cours magistraux n'est pas obligatoire, ils peuvent travailler chez eux. C'est la présence aux examens qui permet de les distinguer», relève un enseignant-chercheur. Et justement, jusqu'à 50% ne se présentent pas aux épreuves. «Même en cette année 2023-2024, où nous avons entamé une nouvelle réforme de la licence, le taux d'absentéisme aux examens est resté élevé, autour de 40%. C'est comme si on n'avait rien fait! Cela dit, la réforme n'en est qu'à ses débuts», souligne l'enseignant-chercheur.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette situation, à commencer par le manque d'orientation des étudiants.

Beaucoup décrochent dès la première année, car ils se rendent compte qu'ils ont mal choisi leur filière.

D'autres se dirigent à «la fac» par défaut. Ils s'enregistrent en attendant d'y voir plus clair. Entre-temps, ils bénéficient de quelques avantages, comme une place à la cité universitaire, une bourse, des réductions sur les frais de transport...

«Parmi eux aussi, certains s'inscrivent en parallèle dans d'autres établissements, comme des centres de la formation professionnelle, et ne reviennent plus à la faculté», explique un deuxième responsable universitaire. Cela renvoie vers le manque d'attractivité des facultés.

Noyés dans des effectifs pléthoriques, beaucoup de jeunes se sentent perdus, et préfèrent évoluer dans des établissements où ils pourraient être mieux encadrés. □

Ahlam NAZIH

UEMF

الجامعة الأوروبية الوسطية بفاس
EUROMED UNIVERSITY OF FES
+٥٠٨٠٤٤٤٤ :٥٠٤٤٤٨ | ٢٤٠٠

Préparez votre avenir dans un environnement international



MÉDECINE

MÉDECINE DENTAIRE

PHARMACIE

SCIENCES INFIRMIÈRES & TECHNIQUES DE SANTÉ

INGÉNIERIE BIOMÉDICALE & BIOTECHNOLOGIE

INGÉNIERIE DIGITALE & INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

INGÉNIERIE MÉCANIQUE, ÉLECTRIQUE & GÉNIE CIVIL

ARCHITECTURE, DESIGN & URBANISME

SCIENCES JURIDIQUES & POLITIQUES

DROIT DES AFFAIRES - SORBONNE

BUSINESS & MANAGEMENT

SCIENCES HUMAINES & SOCIALES

+212 6 62 39 35 20

+212 5 38 90 32 30

admission@ueuromed.org

INSCRIPTIONS OUVERTES

0538 90 90 00

www.ueuromed.org